

édito

Pour un nouveau pacte majoritaire !...

A lors qu'une écrasante majorité du peuple de France s'est opposée à la contre-réforme des retraites, réclamant plus de justice, une meilleure répartition des efforts et des richesses et une amélioration de ses conditions de vie, que nous proposons Nicolas Sarkozy et son «gouvernement-bis» pour sortir d'une crise sociale qu'ils ont, pour une très forte part, provoquée ?...

Ils annoncent vouloir remplacer une loi fiscale inique – le bouclier fiscal – par une loi plus scélérate encore : la suppression de l'impôt sur la fortune. Alors que le pays voit les écarts se creuser entre des centres-villes d'une part, les ghettos urbains et les communes rurales d'autre part, ils font adopter par une majorité au garde à vous une réforme territoriale qui aggravera les inégalités entre les territoires. Et cela avec le même premier ministre... Autant dire que la devise actuelle de Nicolas Sarkozy est d'amplifier sa politique au service d'une caste de privilégiés, au nom d'une idéologie libérale largement responsable de la crise actuelle.

Notre opposition est plus que jamais résolue, au Parlement comme dans le mouvement social. Malgré les tentatives d'asphyxie budgétaire, les socialistes continueront à agir dans les collectivités locales pour sauvegarder la solidarité là où le gouvernement la supprime : accès à la culture, accompagnement social, aides à la localisation des emplois, encouragement aux initiatives industrielles innovantes, services publics de proximité...

Mais c'est aujourd'hui que les socialistes préparent la reconquête : la dernière convention sur «l'Egalité réelle» vien-

dra achever 18 mois de débats durant lesquels les socialistes auront posé les bases d'un nouveau pacte majoritaire progressiste dans le pays. Au début du printemps prochain, nous passerons du projet au programme, dans le cadre d'une Convention du Projet, tout en ayant engagé des discussions avec tous nos partenaires de gauche sur les termes d'un contrat de gouvernement pour le pays.

Bien sûr, il restera à choisir celle ou celui qui portera nos couleurs. Nul doute cependant que tout ce qui a été accompli depuis le dernier Congrès sera utile au combat. On accusait hier encore les socialistes de n'avoir pas d'idées : voilà qu'ils en ont trop...La droite, qui dénonce un projet «dépensier», «utopique», «pas crédible» - et j'en passe - en sera pour ses frais : les socialistes, et la gauche, ont la volonté de poser les bases d'une autre France, solidaire, républicaine, sociale et qui ne négligera ni l'éducation, ni la culture, ni les technologies innovantes, ni les industries prometteuses... dès lors qu'elles permettent l'épanouissement individuel et la mise en valeur du bien commun.

Nous aurons, avant 2012, deux rendez-vous majeurs : les élections cantonales de mars et les sénatoriales de septembre 2011. Et, d'ici là, un dialogue quotidien avec les Charentais : faisons adhérer autour de nous tous les sympathisants désireux – qui sont de plus en plus nombreux – à en finir avec l'imposture sarkozyste et à ouvrir une nouvelle ère de justice et de progrès.

Pouria AMIRSHAHI

Premier Secrétaire Fédéral

Sommaire

Edito

Convention Internationale p.1

Cantonales 2011

Lutte sociale :
- Schneider-Electric p.2

Retraites :

- Manifestation -
Etats des lieux

Education :

- Allons-nous l'accepter ? ... p.3

Mise au poing :

- Etat vertueux ?
A très bon compte...

Egalité réelle :

- Benoît Hamon
à Jonzacp.4

convention internationale

Un «juste échange» dans un monde qui bouge...

Voilà déjà de nombreuses années que le PS ne s'était pas réuni pour réfléchir à la situation internationale et particulièrement, européenne.

Dans cette phase stratégique pré-présidentielle, il était indispensable de mettre à jour notre positionnement au regard d'un certain nombre de questions de politique étrangère et de défense actuelles et - par anticipation - d'imaginer ce que devrait être notre action alternative dès 2012, à notre retour aux responsabilités nationales.

C'était là tout l'enjeu des débats militants du mois de septembre, trouvant leur point d'orgue lors de la convention nationale du 9 octobre sur l'International, au CNIT de La Défense...



Laurent Fabius et Pouria Amirshahi à la Nouvelle Convention Internationale au CNIT de La Défense

Que retenir de ces orientations ?

Désormais, il ne nous est plus possible d'avoir une politique intérieure déconnectée de la politique internationale que ce soit au niveau industriel, financier, énergétique...

Il n'est pas question pour nous, dans le droit fil des Lumières, d'accepter que les rapports internatio-

naux soient des rapports de domination. Mais des rapports où Droit et Raison régissent l'action pour la réduction des inégalités, des déséquilibres entre nations, sans oublier l'épanouissement humain...

Cela pourrait se résumer par une formule : Ce n'est plus le 'libre échange' qui est bien souvent la loi du plus fort, mais le 'juste échange' où sont intégrées des normes sociales, sanitaires, environnementales communes. Chacun y trouve sa place.

Dans ce monde qui est désormais multipolaire, l'Europe doit faire progresser dans toutes les instances internationales ce 'juste échange'.

Plus de 87 % des militants au niveau national ont ratifié ces orientations, gage d'un repositionnement de la France à la hauteur des ses responsabilités mondiales, historiques et actuelles.

Jean-Michel PASCAL

Délégué à la Convention

cantonales 2011

Les élus de gauche jouent un rôle essentiel de résistance dans le contexte actuel et dans les combats électoraux à venir, il est indispensable de renforcer leur capacité à agir.

Le Président du Conseil général, Michel Boutant, a rappelé lors du Conseil Fédéral du 4 Octobre le contexte particulier dans lequel s'inscrivent ces élections cantonales : sur les 18 cantons renouvelables, 13 sont détenus par la Gauche. Il faut faire aussi bien sinon mieux car cette élection, la dernière avant les présidentielles a valeur de sondage. Au niveau national elle sera suivie par les sénatoriales où la Gauche peut pour la première fois être en mesure de remporter le Sénat. Si tel est le cas, non seulement Sarkozy sera affaibli de manière incontestable mais, surtout, la gauche aura alors posé la première pierre d'une nouvelle majorité politique pour le pays.

Le Conseil Fédéral a reconnu le vote des militants concernant l'investiture de 11 des candidats et a chargé Pouria Amirshahi et Michel Boutant de finaliser le dispositif de campagne (cantons non pourvus, suppléances, partenaires, régulation de conflits, etc.). C'est ainsi que Jean-Michel Vinsonneau a été choisi pour le canton de Montmoreau. Un différend est né suite au vote de la section de Saint-Claud, qui a désigné notre camarade Danièle Trimoulinard alors que Claude Burlier, notre élu sortant, souhaitait repartir pour un 3^{ème} mandat.

Nous espérons qu'une issue sage sera trouvée afin que nous soyons unis sur ce canton. A retenir enfin que nous soutiendrons un DVG à Aubeterre, Alain Rivierre, deux PC, Denis Delage à Confolens Sud et Patrick Berthaud à Saint-Amant de Boixe, ainsi que la candidature de Bernard Charbonneau (DVG) à Ruffec. Les discussions se poursuivent concernant les cantons de Segonzac et de Baignes.



A ce jour, les candidats PS sont :

- Canton de Montbron : Michel BOUTANT
- Canton de Confolens Nord : Philippe BOUTY
- Canton de Jarnac : Jean Pierre DENIEUL
- Canton de Villebois-La Valette : JC RAMBAUD
- Canton d'Hiersac : Didier LOUIS
- Canton d'Aigre : Franck BONNET
- Canton de Montmoreau : Jean Michel VINSONNEAU
- Canton d'Angoulême Nord : Frédéric SARDIN
- Canton d'Angoulême Est : Janine GUINANDIE
- Canton Angoulême Ouest : David COMET
- Canton de St Claud : Danielle TRIMOULINARD

Jean-Marc CHUPIN
Secrétaire Fédéral à l'Organisation

lutte sociale

du côté de schneider- electric...

Les élus socialistes et notre premier Secrétaire fédéral ont récemment été interpellés par des salariés de Schneider Electric de Merpins au sujet de la situation de l'emploi au sein de leur entreprise.

Leur crainte est que l'objectif du groupe Schneider, qui a par ailleurs engagé des partenariats avec les collectivités et la Région, ne soit pas seulement de concentrer son activité sur l'Isle d'Espa-

gnac et sur la zone des Agriers, mais de poursuivre la délocalisation vers des pays bien moins regardants en matière environnementale et de législation sociale.

Cet enjeu pose plus précisément la question de la localisation et de la sauvegarde de l'emploi industriel.

En effet, notre pays connaît aujourd'hui un important mouvement de désindustrialisation ces quinze dernières années : 500 000

emplois ont été détruits, sur cette même période, La Couronne en a perdu 954.

Face à cette catastrophe sociale, le fatalisme et la crise ont bon dos... Le Parti Socialiste n'accepte pas cette situation, comme en témoignent les dispositions adoptées lors de la 1^{ère} Convention nationale sur «le nouveau modèle de développement». Avec nos élus, combattons pour la sauvegarde de l'activité industrielle et des emplois. Les socialistes sont aux côtés des salariés de Schneider et se font le relais de leurs préoccupations.



PHOTO : J.M. CHUPIN

Benoît Hamon, Olivier Falorni, Pouria Amirshahi, Jean-Michel Pascal et Jonathan Munoz avec les salariés de Schneider-Electric

Mohamed HADJ BOAZA
Chargé de mission



PHOTO: D. BARBAREAU

Les manifestations contre la réforme des retraites depuis le mois de septembre ont rassemblé nombre de charentaises et charentais afin de faire entendre leurs revendications pour une réforme des retraites plus juste et solidaire. Le 7 septembre 22000 personnes à Angoulême et 2800 à Cognac, le 23 septembre 25000 personnes à Angoulême et 2200 à Cognac, le 2 octobre 15000 à Angoulême et 2000 à Cognac et le 12 octobre 28000 à Angoulême et 2800 à Cognac. Le fait marquant de cette dernière grande mobilisation, est le renfort des lycéens qui par centaines, craignant pour leur avenir, sont venus gonfler un flot déjà important de manifestants du secteur public et du privé. En effet, les Français à hauteur de 72% refusent le report de l'âge à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. Malgré ces rassemblements, le gouvernement ne souhaite pas retirer le

projet de réforme. Mais que propose donc ce gouvernement ?

1 - Etat des lieux :

- Sur la contribution des revenus du capital :

Une vague promesse de faire participer «certaines formes de revenus» au rééquilibrage des régimes de retraite alors que toute hausse des prélèvements obligatoires est en même temps exclue.

- Sur l'âge légal de départ :

La volonté de reculer l'âge légal de départ, ce qui pénalisera les carrières longues. C'est la principale solution envisagée. Or pour assurer l'équilibre du système en ne modifiant que l'âge légal, il faudrait le reculer de plus de 8 ans en 2050.

- Sur la pénibilité :

La réforme de 2003, prévoyait déjà une prise en compte de la pénibilité. Une promesse qui n'est toujours pas tenue en 2010.

- Sur les fonds de réserve des retraites :

Une politique imprévoyante qui n'alimente pas le Fonds de réserve et ne garantit donc pas la stabilité du système quelle que soit la météo économique et démographique du moment.

- Sur l'emploi des seniors :

Pas de nouvelles mesures annoncées, alors que la politique de la droite échoue depuis 2002 et n'apporte aucun résultat.

- Sur les montants des pensions :

Baisser les pensions est une habitude de la droite puisque les effets cumulés de ses réformes de 1993 et de 2003 ont déjà fait baisser le niveau des retraites de 20%.

- Sur les déficits :

Une focalisation sur l'âge de départ à la retraite dont on sait qu'il ne peut pas à lui tout seul régler la question du financement. Du coup, l'équilibre du système n'est pas assuré. Et la suite, on la connaît : baisse des pensions, hausse des durées, comme avec les «réformes» Balladur et Fillon. Le Parti Socialiste fait des propositions concrètes (à suivre...).

David BARBAREAU

Délégué Fédéral aux Services publics

**réforme
injuste
des
retraites !**

**manifestations
1 - état des lieux**



2007 : arrivée au pouvoir de Sarkozy. Très vite Nicolas 1er annonce le «non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite». Début de la descente aux enfers dans l'Éducation Nationale. Depuis quelques années déjà, notre Ecole, ciment républicain, n'était plus à l'honneur. L'ascenseur social était en panne. Il fallait donner l'impression aux Français que le gouvernement prenait les choses en main. Alors le président décide de faire mieux avec moins : qu'on se le dise, ... le gouvernement va mettre les enseignants au travail et pour moins cher !...

Après la perte d'estime et de respect des Français qu'avait entraîné le passage de Claude Allègre, certains d'entre eux étaient mûrs pour un plan social dans l'Éducation, sans se préoccuper des répercussions.

Première tranche en 2008 : 18 000 postes ; deuxième tranche en 2009 : 16 000 postes en moins, bien sûr !...

Après avoir supprimé

- tous les détachements dans des associations, quelque soit leur intérêt pédagogique,
 - un bon nombre d'heures de décharge consacrées à la formation continue ou des engagements syndicaux,
 - une année de scolarité au lycée professionnel,
 - les postes de RASED,
- puis avoir incité les professeurs à faire un effort (bonus pour plus de trois heures supplémentaires), que restait-il à supprimer pour cette rentrée 2010 ?

16 000 postes, mais comment ?

On proclame une grande réforme du lycée : en 2nde les professeurs de mathématiques ne feront plus que 4 h au lieu

de 6, en sciences physiques, les élèves n'auront plus que 3h au lieu de 3h30, en SVT, 1h30 au lieu de 2h, en français 4h au lieu de 4h30, en histoire 3h au lieu de 3h30...

Mais en revanche, ils auront 2h par semaine pour un «accompagnement personnalisé», si personnalisé que sur les lycées de la Région, vos les moyens d'encadrement fourni, celui-ci varie entre 1 adulte pour 8 et 1 adulte pour 30. Quelle personnalisation ! Et pour en faire quoi ? Remplacer les soutiens en français ou en maths supprimés ? Les faire réfléchir à leur orientation sans discussion personnelle possible ? Et cela avec n'importe quel professeur ?

Mais cela ne fait pas le compte, il faut trouver encore des postes. Une idée germe alors au ministère : et si les professeurs en formation assuraient un temps plein ?... Après tout, plutôt que de les former à gérer une classe, à construire un cours ou une évaluation, ne serait-il pas plus rentable qu'ils se forment eux-mêmes sur le terrain ?... «Leurs collègues les aideront bien en cas de problème». Ainsi les économies se font sur deux tableaux, les formateurs peuvent retourner en classe, faute de formation à assurer et des classes supplémentaires auront un adulte (non formé) devant elles.

Jusqu'où ce président et ce gouvernement iront-ils pour nous détruire cette école laïque dont nous étions si fiers, qui maintenait cohésion et espoir ?... Comment feront-ils pour éliminer les 16 000 postes déjà prévus à la rentrée 2011 et ceux prévus en 2012 ?

Fabrice VERGNIER

Secrétaire Fédéral à l'Éducation

éducation

**allons-nous
l'accepter ?...**



mise au poing**état vertueux ?
à très bon compte...**

Les postures et les effets d'annonce constituent la marque de ce gouvernement, décalqué sur le précédent avec une économie d'échelle bien pratique pour évacuer toutes les grandes résolutions sur l'ouverture, la diversité visible (l'autre n'est pas digne d'intérêt...) et la parité. Puisque Monsieur Fillon est adepte de sport automobile, son gouvernement-bis est plutôt un «rechapage», opération de remise aux normes d'un pneu usagé pour qu'il puisse durer (sans éclater...) jusqu'en 2012, l'Etat étant, selon lui en faillite !...

Nicolas 1^{er} a tenté le coup à la Domenech, pour essayer de saper l'autorité grandissante de son premier ministre, en annonçant le remaniement bien à l'avance. François Fillon s'est rebellé, parlant d'alliance et confiant aux medias que Nicolas n'avait jamais été son mentor. Il faut reconnaître au Premier ministre un talent dont Domenech n'était pas pourvu...

A contrecœur et après avoir batifolé avec Borloo et Barouin, agité le leurre Alliot-Marie (prête à se donner à la Nation) et envoyé quelques drones pour contempler, d'en haut, les réactions du peuple, Nicolas 1^{er} reconduit son premier ministre avec démonstrations d'amitié et émotion bien enregistrées en gros-plan, le bonheur quoi !... Tout ça était prémédité,

élaboré par un fin stratège... et l'équipe resserrée (à défaut de la ceinture) serait «vertueuse»...

Vertueux : tiens, un nouveau mot incongru dans la suite de scandales étouffés ou entrebâillés, de conflits d'intérêts virtuels, de compromissions... C'est alors qu'une nouvelle nous rassura : rien ne changerait, Lefebvre, le pitbull à la sensibilité de goudronneuse d'autoroute, rentre au gouvernement !... La vertu serait encore en chantier BTP...

Et tout ce beau monde, Nicolas 1^{er} en tête, de faire la leçon aux collectivités territoriales, en particulier à celles dirigées par la gauche : «Suivez l'exemple de l'Etat vertueux... Nous remplaçons un fonctionnaire sur deux qui partent à la retraite.» Bien sûr, mais la vérité est toute autre : en Charente par exemple, il y avait 900 agents territoriaux dépendant du département. A présent, ils sont 1 600, dont 700 qui viennent de la fonction publique nationale... A ces conditions, l'Etat peut être vertueux, à très bon compte !...



Pierre RATERRON
Secrétaire Fédéral



PHOTO : J.M. CHUPIN

**débat
égalité
réelle****benoît hamon
à jonzac****Quatrième étape des conventions, le cœur de notre projet socialiste : l'Egalité réelle**

A Jonzac, de nombreux militants de Charente et Charente-Maritime ont rendez-vous sur l'initiative de nos deux premiers secrétaires fédéraux Pouria Amirshahi et Olivier Falorni pour débattre avec celui qui a supervisé l'écriture de ce texte : Benoît Hamon.

Très vite, la salle est comble avec l'arrivée des militants de Cognac, de Saintes, de La Rochelle, de Royan et de la Vienne : plus de 300 personnes, les militants de Jonzac sortent de nouvelles chaises...

Après l'accueil chaleureux d'Emmanuel Arcobelli, secrétaire de la section de Jonzac et de Patricia Dussauld, trésorière, suivent les interventions d'Olivier Falorni et de Pouria Amirshahi après lesquelles Benoît Hamon prend la parole.

Il commence par insister sur les 200 auditions de syndicalistes, d'universitaires, de médecins, de travailleurs sociaux ou encore d'élus qui ont permis l'élaboration de ce texte.

La France étant tellement abîmée par toutes ces années de politique libérale, il nous faudra agir sur plusieurs fronts. Pour commencer, resserrer l'échelle sociale pour faciliter la circulation sur celle-ci et pour cela : une grande réforme fiscale.

Ensuite, transformer un Etat réparateur des inégalités en Etat stratège qui les prévient pour les éviter, avec un horizon qui ne se limite pas aux 5 ans mais se projette sur 10, 15 ans.

Et la première des priorités : l'Education, avec tout particulièrement en vue la petite enfance, l'école primaire et les zones de relégation sociale dans lesquelles, il faudra mettre plus de personnel d'encadrement.

Beaucoup de questions fusent, pêle-mêle Benoît insiste sur la revalorisation nécessaire des enseignants, l'égalité hommes-femmes (symptomatique, que la majorité des Secrétariats nationaux responsables de la vie réelle, au quotidien, soient des femmes) l'égalité devant la justice, un contrat avec les étudiants en médecine pour résorber les déserts médicaux, l'eau : un nouveau bien public indispensable à la vie, qui ne doit absolument pas être l'objet de spéculations.

Manque dans cette convention une valeur fondatrice de notre projet : la culture le Parti socialiste est conscient que ces dernières années, elle n'avait pas toute sa place, mais les choses évoluent positivement : un prochain Forum lui sera consacré.

Bref, un débat passionnant sur ce texte dont certains aspects paraissent encore complexes et quelque peu technocratiques, mais qui réaffirme nos valeurs et fait des propositions qu'il faudra continuer à discuter en section, à enrichir en l'amendant avant le vote du jeudi 2 décembre. Et pour reprendre l'expression de Benoît : «Lâchez-vous, amendez à tour de bras, nous sommes en attente de vos remarques et de vos propositions !...».

Fabrice VERGNIER
Secrétaire de Section d'Angoulême

Rose au poing !...

Contact 16 / Infos.Fédé.16

Responsable de la publication :

Pouria AMIRSHAH

Rédaction en chef :

Pierre RATERRON

Comité de rédaction :

BUREAU FÉDÉRAL 16

Secrétariat de rédaction :

Mohamed HADJ BOAZA

Imprimerie :

Composerservices - RC 86 B 0280

Il n'est que temps de faire adhérer au PS !